

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article3271>

La politique spatiale des États-Unis

- Technologie -



Date de mise en ligne : mardi 19 décembre 2006

Spyworld Actu

Elle vise à protéger et à accroître les utilisations pacifiques de l'espace.

"Ils se réservent également le droit de défendre leur sécurité ainsi que celle de leurs avoisins spatiaux, a-t-il fait valoir, précisant que lorsque que les États-Unis s'emploient à protéger leurs intérêts nationaux, les activités qui relèvent de la défense et du recueil d'informations ne sont pas contraires à des objectifs pacifiques en ce qui concerne l'espace."

À l'occasion d'une conférence donnée le 13 décembre à l'Institut George C. Marshall, le sous-secrétaire d'État chargé des questions liées au contrôle des armements et à la sécurité internationale, M. Robert Joseph, a affirmé que les États-Unis restaient attachés à la protection et à l'augmentation des utilisations pacifiques de l'espace.

Le premier principe sous-tendant la politique spatiale des États-Unis, a-t-il indiqué, est l'attachement que porte ce pays à l'exploration et à l'utilisation des confins de l'espace « par tous les pays, dans des buts pacifiques, et pour le bénéfice de l'humanité tout entière ».

Les États-Unis, a dit M. Joseph, « montrent la voie lorsqu'il s'agit d'accroître les utilisations de l'espace dans des buts pacifiques et continueront de le faire ».

« Les progrès que nous avons faits dans l'espace dans le domaine des communications, de la médecine, des transports, et dans nombre d'autres domaines, ont profité non seulement aux Américains, mais à l'humanité tout entière, y compris aux habitants de pays qui ne se sont pas encore aventurés dans l'espace », a-t-il fait remarquer.

Citant plusieurs avancées médicales, il a précisé que la scanographie et l'imagerie par résonance magnétique découlaient d'une technologie mise au point pour améliorer les photos prises de la Lune durant la mission Apollo, que le fonctionnement des dialyseurs reposait sur un procédé chimique mis au point par la NASA, que la technologie des pompes à insuline avait été mise au point pour le Viking, le vaisseau spatial destiné à Mars, et que les systèmes électriques satellitaires de la NASA avaient été utilisés lors de la fabrication du premier stimulateur cardiaque programmable.

« L'objectif de notre politique est de garantir que ces progrès se poursuivent et que le monde entier jouisse des avantages qui sont associés à un accès gratuit à l'espace et à sa sécurité », a expliqué M. Joseph, ajoutant que la politique spatiale des États-Unis n'avait guère changé depuis leur première exploration de l'espace : ce pays n'a jamais cherché à monopoliser l'espace ou à en refuser l'accès à d'autres pays pour une utilisation pacifique.

L'actualisation de cette politique, dont les éléments ont été annoncés en octobre, porte, a-t-il expliqué, « sur l'augmentation de mesures visant à garantir la sécurité à long terme de nos avoisins spatiaux eu égard aux nouvelles menaces et à notre utilisation accrue de l'espace ». Il s'agit, en effet, de garantir l'accès aux techniques spatiales d'imagerie, de communication, de positionnement, de navigation, de synchronisation, qui sont indispensables pour réaliser le plein éventail des activités diplomatiques, informationnelles, militaires et économiques des États-Unis.

Pour garantir la continuité d'un accès libre à l'espace, a précisé M. Joseph, il faut que les États-Unis aient « un éventail complet d'options pour dissuader les menaces à notre infrastructure spatiale et se défendre contre ces menaces », et cette dissuasion est liée à la mise au point d'une nouvelle politique spatiale nationale - la première en dix ans - car « elle énonce clairement quels sont les intérêts vitaux ».

Les États-Unis ont dit sans ambiguïté que la protection des avoirs spatiaux était d'un intérêt capital, a souligné M. Joseph, rappelant qu'il ne faudrait pas qu'un gouvernement ou une entité non étatique quels qu'ils soient s'imaginent que les États-Unis accepteraient qu'on leur refuse le droit à une utilisation pacifique de l'espace.

Ils se réservent également le droit de défendre leur sécurité ainsi que celle de leurs avoirs spatiaux, a-t-il fait valoir, précisant que lorsque que les États-Unis s'emploient à protéger leurs intérêts nationaux, les activités qui relèvent de la défense et du recueil d'informations ne sont pas contraires à des objectifs pacifiques en ce qui concerne l'espace.

Le droit qu'ont les États-Unis de se défendre, a déclaré M. Joseph, ne signifie pas qu'ils veulent s'approprier l'espace. À l'opposé, la politique spatiale des États-Unis met énormément l'accent sur la coopération internationale et encourage d'autres pays à s'associer à la vision du président Bush qui est de retourner sur la Lune et d'envoyer des hommes sur Mars.

Les États-Unis, a dit M. Joseph, restent attachés à l'entreprise de vastes initiatives internationales, telles que la station spatiale internationale, et n'ont jamais épousé de telles initiatives avec autant de vigueur.

Par le truchement de la diplomatie, ils continueront à oeuvrer afin de garantir que tous les pays bénéficient de l'utilisation pacifique de l'espace, a conclu M. Joseph, ajoutant que la nouvelle politique n'avait pas pour vocation d'être une stratégie hostile ou unilatérale, mais qu'elle reflétait plutôt « des appréciations rationnelles et une voie positive conduisant à un avenir plus sûr et plus prospère ».

(Les articles du "Washington File" sont diffusés par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet : <http://usinfo.state.gov/francais/>)

Post-scriptum :

<http://usinfo.state.gov/xarchives/d...>